



**NOVEMBRE  
2022**



# La Chine à Madagascar

## Entre opportunisme politique discret et trafics intenses

François GIOVALUCCHI  
Juvence RAMASY

Centre Afrique  
subsaharienne

---

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0612-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : Démonstration à l’ambassade de Chine à Madagascar

© Ambassade de Chine à Madagascar

### **Comment citer cette publication :**

François Giovalucchi et Juvence Ramasy, « La Chine à Madagascar. Entre opportunisme politique discret et trafics intenses », *Notes de l’Ifri*, Ifri, novembre 2022.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteurs

**François Giovalucchi**, après avoir travaillé à l'Agence Française de Développement puis à la Direction générale du Trésor, est enseignant associé à l'Université Catholique de Madagascar. Il est l'auteur de nombreux articles sur la politique africaine et sur l'aide au développement.

**Juence Ramasy** est docteur en science politique de l'Université Toulouse-1-Capitole, et Maître de conférences à l'Université de Toamasina et expert politique auprès de différents organismes sur les problématiques indianocéaniques. Il a été chercheur invité à l'Institut de diplomatie de Chine de Pékin et à l'African Studies Centre de Leiden. Il a été professeur invité à l'Institut d'études politiques de Toulouse, à l'Institut d'études politiques de Lyon, à l'Université Libre de Bruxelles et à l'Université d'Anvers.

## Résumé

Dans le contexte de rivalités régionales croissantes entre grandes puissances dans l'océan Indien, l'enjeu des relations sino-malgaches est majeur. Comme ailleurs en Afrique, la Chine occupe à Madagascar une place prépondérante parmi les exportateurs, tout en étant un importateur de second rang. Sa politique de financement de projets d'infrastructure est modeste, comme ses investissements directs. En la matière, elle est concurrencée par la France et par deux rivaux asiatiques, le Japon et la Corée du Sud, qui de fait contiennent son influence. Relayées par une communauté chinoise ancienne désormais alignée sur Pékin, les autorités chinoises défendent discrètement mais activement leurs intérêts. C'est dans l'économie informelle de l'exploitation des ressources naturelles que les opérateurs chinois jouent un rôle majeur, contribuant à perpétuer l'extractivisme dont Madagascar peine à sortir depuis l'indépendance et jouant de fait un rôle important dans le financement des pouvoirs qui se succèdent.

Fidèle à sa doctrine revendiquée de non-ingérence, la Chine ne prend pas officiellement partie dans la vie politique malgache, tout en menant une politique d'influence active et en renforçant ses positions en temps de crise. La Grande Île est à l'écart du « collier de perles » de ports utiles à la marine chinoise et joue pour l'instant un rôle limité dans la politique de sécurité régionale active de Pékin, mais l'intérêt stratégique croissant du canal du Mozambique est de nature à changer la donne. La réalisation du projet de construction du port en eaux profondes de Narindra, sur la côte ouest, objet d'un accord de principe chinois, constituerait un tournant, compte tenu de son possible usage militaire.

# Abstract

In the context of growing regional rivalries between major powers in the Indian Ocean, the stakes of Sino-Malagasy relations are major. As elsewhere in Africa, China occupies a prominent place among exporters, while being a second-tier importer. But its policy of financing infrastructure projects is modest, as is its direct investments. In this regard, it is competing, in addition to France, with two Asian rivals, Japan and South Korea, which in fact contain its influence. Supported by an ancient Chinese community nowadays aligned with Beijing, the Chinese authorities are discreetly but actively defending its interests. It is in the informal economy of the exploitation of natural resources that its operators play a major role, contributing to perpetuating the extraversion from which Madagascar has struggled to emerge since independence, and playing an important role in the financing of successive powers.

In accordance with its claimed doctrine of non-interference, China does not officially take sides in Malagasy political life, while pursuing strong influence operations and strengthening its positions in times of crisis. The Great Island is away from the “String of Pearls” of ports useful to the Chinese Navy and currently plays a limited role in Beijing’s active regional security policy, but the growing strategic interest in the Mozambique Channel, which borders countries important to China and contains huge hydrocarbon resources, is likely to change the situation. The building of the Narindra deep-water port project on the west coast, subject to an agreement-in-principle, would be a turning point, because of its potential military use.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>LA CHINE À MADAGASCAR :</b>	
<b>UN RÔLE ÉCONOMIQUE MODESTE À PREMIÈRE VUE.....</b>	<b>7</b>
<b>Le premier partenaire commercial.....</b>	<b>7</b>
<b>Un financeur et un investisseur mineur .....</b>	<b>9</b>
<b>UNE DÉFENSE DISCRÈTE MAIS ACTIVE DES INTÉRÊTS CHINOIS....</b>	<b>14</b>
<b>D'importants relais locaux alignés sur Pékin .....</b>	<b>14</b>
<b>Un engagement politique croissant .....</b>	<b>23</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>29</b>

# Introduction

L'année 2022 marque le cinquantenaire des relations diplomatiques et économiques entre Madagascar et la Chine. Dans ce contexte, l'enjeu des relations sino-malgaches n'est pas mince : ancienne colonie française, proche de Mayotte, de La Réunion et des îles Éparses dont elle dispute la souveraineté à la France<sup>1</sup>, la Grande île est positionnée aux marges occidentales de la région et borde le stratégique canal du Mozambique, face à l'Afrique de l'Est.

Madagascar est pour l'instant une priorité de second ordre pour la Chine dans la région et reste cantonnée au rôle de fournisseur de ressources naturelles, à l'exception des ressources en hydrocarbures qui ne sont pas encore exploitées. Mais la hausse du prix du pétrole et surtout du gaz peut rendre leur exploitation rentable et les relations bilatérales entre les deux pays se développent dans la longue durée<sup>2</sup>. Ceci, ainsi que l'intérêt militaire croissant du canal du Mozambique, est de nature à donner un nouvel élan à l'action de la Chine qui a su consolider lentement sa position à Madagascar et y dispose de nombreux atouts.

Cette recherche a été conduite entre octobre 2021 et avril 2022 à Madagascar. Elle repose sur des entretiens, des visites dans les zones de forte présence chinoise (quartier de Behoririka à Tananarive, quartier Horizon à Ivato) et une importante recherche documentaire<sup>3</sup>.

---

1. T. Coloma et Q. Ygorra, « Le canal du Mozambique : un espace de compétition crisogène », *Notes de l'Ifri*, Ifri, juin 2021.

2. M. Pellerin, « Le nouvel essor des relations entre la Chine et Madagascar », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mars 2011.

3. Les auteurs remercient les personnes qui ont accepté de s'entretenir avec eux à Madagascar.

# La Chine à Madagascar : un rôle économique modeste à première vue

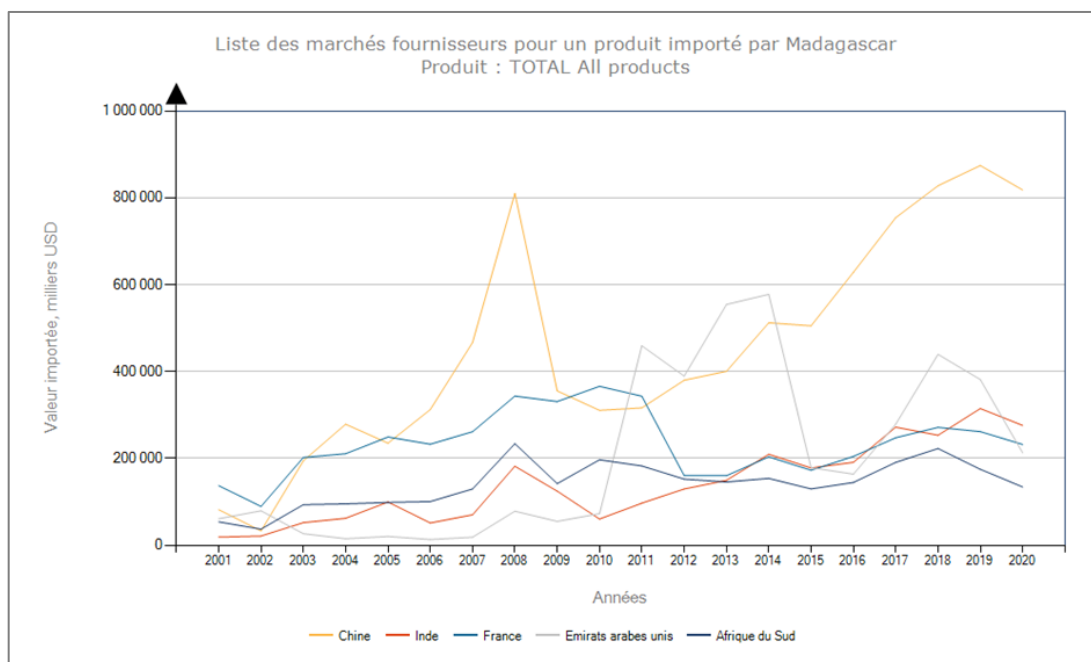
Premier partenaire commercial de Madagascar grâce à des exportations très diversifiées largement supérieures à celles de ses concurrents, la Chine joue néanmoins un rôle modeste dans le développement du pays. Elle importe essentiellement des matières premières, prête prudemment au gouvernement qui reste très dépendant de l'aide multilatérale et investit peu.

## Le premier partenaire commercial

### *Le premier fournisseur depuis 2001*

La Chine est le premier fournisseur très diversifié de Madagascar mais seulement son quatrième client, pour des produits essentiellement primaires. Depuis 2001, la Chine est le premier fournisseur de Madagascar devant la France, avec une brève interruption en 2009-2011. Cet écart se creuse depuis 2012.

**Graphique 1 : Liste des marchés fournisseurs pour un produit importé par Madagascar**



Source : Centre du Commerce International (CCI).



En 2020, les exportations de la Chine représentaient 25,1 % du total, loin devant l'Inde dont les exportations progressent depuis 2010 (8,6 %), la France (7,2 %), les Émirats arabes unis (6,6 %) et l'Afrique du Sud (4,2 %). Les exportations de la Chine vers Madagascar sont très variées : biens d'équipement (machines, véhicules, etc.), biens intermédiaires, céréales, produits chimiques et pharmaceutiques, etc. À l'inverse, la Chine est un débouché modeste du commerce formel et importe quasi uniquement des matières premières. Elle se situe au quatrième rang des importateurs de produits malgaches. Le marché chinois absorbait, en 2020, 6 % des exportations du pays, loin derrière la France (23,1 %) et les États-Unis (22,5 %), mais non loin de l'Allemagne (8,3 %).

La comparaison de la répartition par produits des exportations totales de Madagascar avec celles à destination de la Chine montre une concentration de ces dernières sur les matières premières et les produits de la mer. Les principales matières premières concernées sont les minerais (graphite, micas, pierres, nickel, etc.). Les statistiques douanières doivent être prises avec la plus grande prudence compte tenu de l'importance des exportations illégales. Il en est ainsi notamment des exportations de bois comptabilisées à 647 000 dollars seulement en 2020<sup>4</sup>.

Représentant 20 % du total des exportations malgaches, le textile constitue le second poste d'exportations. La Chine est un débouché anecdotique pour les produits textiles qui sont essentiellement destinés au marché américain (32 % des exportations malgaches de vêtements en 2020) et au marché européen (61 %). Ceci résulte du bénéfice de l'accord commercial *African Growth and Opportunity Act* (AGOA) avec les États-Unis<sup>5</sup> et de l'Accord de partenariat économique intérimaire avec l'Union européenne (UE)<sup>6</sup>.

---

4. Source : CCI.

5. Source : <http://www.douanes.gov.mg/accords-internationaux/agoa/>.

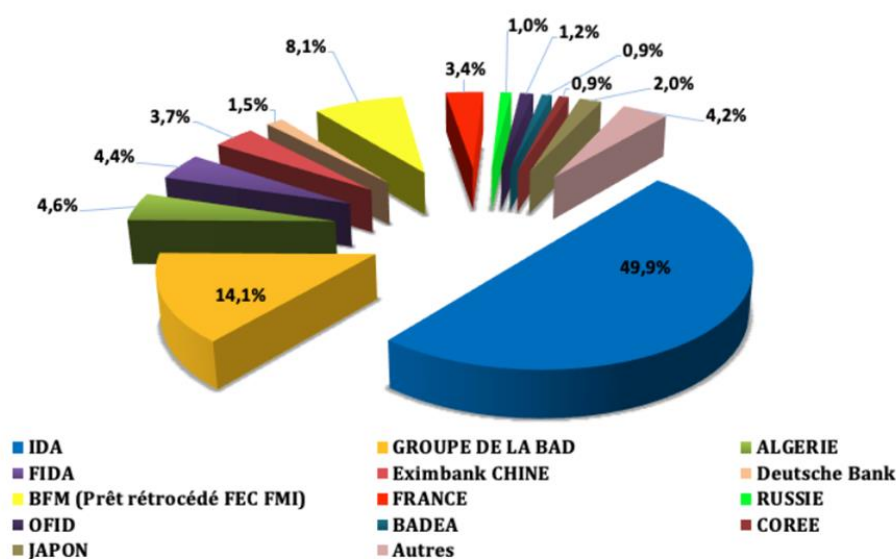
6. Source : <http://www.douanes.gov.mg/accords-internationaux/ape/>.

## Un financeur et un investisseur mineur

### Les prêts

La dette de Madagascar vis-à-vis de la Chine ne représente que 3,7 % de la dette extérieure totale en septembre 2021. Cette dette est, en effet, à 64 % multilatérale (Banque mondiale et Banque Africaine de développement). La dette vis-à-vis de la Chine est particulièrement faible en comparaison d'autres pays africains comme l'Angola (43 %), le Cameroun (34 %), la République du Congo (30 %), la Zambie (27 %), le Kenya (25 %), l'Éthiopie (24 %), le Nigeria (11 %) et le Soudan (8 %)<sup>7</sup>.

**Graphique 2 : Composition de la dette extérieure chinoise**



Source : Ministère des Finances, « Bulletin statistique de la dette », n° 22, décembre 2021.

La politique financière chinoise a donc été prudente, ce qui a évité de conduire Madagascar à une situation de surendettement, comme observé pour de nombreux autres pays africains. Les autorités malgaches ont signé en 2017 un mémorandum d'adhésion à l'Initiative des Routes de la soie (Belt and Road Initiative – BRI) mais elles demeurent un bénéficiaire mineur de projets financés dans ce cadre. Madagascar se distingue ainsi d'autres îles de l'océan Indien qui ont bénéficié d'importants concours chinois comme les Maldives (« Pont de l'Amitié Chine-Maldives » de 200 millions de dollars inauguré en 2018) et le Sri Lanka (port de Hambantota qui a dû être

7. L. Bertrand et A. Zoghely, « Le positionnement de la Chine parmi les bailleurs en Afrique subsaharienne », *Trésor-Éco*, n° 292, novembre 2021.

donné à bail à la Chine pour 99 ans en échange de l'effacement d'un milliard de dollars de dette<sup>8</sup>).

Actuellement cinq projets qui relèvent de la BRI pour un total de 170 millions de dollars sont en cours à Madagascar<sup>9</sup>. Les projets d'infrastructures sont exclusivement routiers<sup>10</sup>. Mais les sociétés chinoises ont aussi tenté de se positionner sans véritable succès sur les grandes infrastructures stratégiques (ports et aéroports)<sup>11</sup>. Ainsi l'offre chinoise pour la construction de nouveaux terminaux à Antananarivo et à Nosy Be a été retirée. Le marché a été remporté en 2015 par un groupement ADP-Bouygues-Colas dans des conditions qui ont donné lieu à des sanctions de la Banque mondiale<sup>12</sup>. L'inauguration de la nouvelle aérogare d'Antananarivo n'a pu avoir lieu qu'en décembre 2021 après renégociation par le président Rajoelina du contrat de concession avec Ravinala Airports dont l'actionnaire majoritaire est désormais le fonds d'investissement Meridiam<sup>13</sup>. Dans le domaine portuaire, la Chine est aussi absente. Lors de la rencontre de 2017 entre le président Rajaonarimampianina et le président Xi Jinping, un mémorandum a été signé pour la réalisation d'un port en eau profonde sur la Baie de Narindra, sur la côte nord-ouest de Madagascar<sup>14</sup>, face au canal du Mozambique. Cette signature, non suivie d'effet à ce jour, est intervenue après la construction du port en eau profonde de Ehoala par Rio Tinto (2009) et après l'extension du principal port de commerce de Madagascar (Tamatave) pour environ 390 millions de dollars sur financement japonais (2017). Ce financement s'inscrit dans la politique japonaise de sécurisation des routes maritimes et de contrepoids au développement de la présence chinoise dans l'océan Indien<sup>15</sup>. Cette politique a conduit à des investissements portuaires importants au Bangladesh, en Inde, au Kenya et au Sri Lanka<sup>16</sup>.

---

8. D. Rigoulet-Roze, « Pour la Chine, il est crucial d'être présent dans l'Océan Indien », IRIS, 23 septembre 2021.

9. A. A. Malik *et al.*, « Banking on the Belt and Road: Insights from a New Global Dataset of 13.227 Chinese Development Projects », AIDDATA, septembre 2021.

10. « Le chinois CR18 remporte la mise pour la route de désenclavement du sud-est », *Africa Intelligence*, 28 mars 2022.

11. Entretien avec un ancien ministre du Commerce extérieur malgache, Tananarive, 2 mars 2022.

12. « ADP, Bouygues et Colas sanctionnés par la Banque mondiale pour pratiques frauduleuses », *Le Monde*, 14 janvier 2022.

13. « Andry Rajoelina et Meridiam bouclent un nouveau deal pour Antananarivo-Ivato », *Jeune Afrique*, 13 décembre 2021.

14. « La baie de Narindra, objet de toutes les convoitises », Agence Malagasy de Presse, 19 décembre 2019.

15. « Au-delà de l'Inde : l'Océan Indien dans la vision stratégique du Japon », Fondation pour la recherche stratégique, 2019.

16. C. Pajon, « Japan's Economic Diplomacy in Africa: Between Strategic Priorities and Local Realities », *Notes de l'Ifri*, Ifri, décembre 2020 ; H. Yoshimatsu, « Japan's Infrastructure Investment in the Indian Ocean Checking China, Securing the Sea Lanes », *Asie.Visions*, n° 123, Ifri, septembre 2021.

**Tableau 1 : Projets financés par la Chine**

YEAR	\$ USD (M)	COUNTRY	LENDER	SECTOR	PURPOSE
2007	53	Madagascar	Eximbank	Other social	Antananarivo, The Golden Peacock Five-Star Hotel
2017	105	Madagascar	Eximbank	Transport	Ivato Airport - Antananarivo Boulevard de l'Europe Expressway, 18.7km
2018	41	Madagascar	Eximbank	Transport	Ivato-Tsarasoatra Road Rehabilitation 11km; Boulevard de l'Europe in Village de la Fran...
2008	4	Madagascar	CN Gov	Unallocated	Multisectoral Projects
2019	157	Madagascar	Eximbank	Transport	Rehabilitation of National Road RN5A Ambilobe-Vohemar, 150km
2018	59	Madagascar	Eximbank	Transport	Expressway connecting the Port of Toamasina and the RN2, 10km

Source : China Africa Research Initiative, Johns Hopkins University.

Madagascar est l'un des neuf membres subsahariens de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) lancée en 2014 par la Chine pour contrecarrer l'influence de la Banque asiatique de développement (BAD) et de la Banque mondiale. Mais si le gouvernement malgache ambitionne de diversifier ses prêteurs, la Chine ne représente qu'une piste parmi d'autres. En effet, la stratégie d'endettement 2021-2023 des autorités malgaches mentionne :

« La réalisation des différents projets requiert de nouveaux financements. Les coopérations avec nos partenaires financiers traditionnels sont à renforcer. Toutefois, Madagascar devrait s'ouvrir à d'autres sources de financement pour assurer le financement des projets de développement. Récemment, le Trésor français nous a offert sa disponibilité à financer les projets de développement de Madagascar, notamment les projets dans le secteur de l'énergie. Par ailleurs, les offres des différentes Banques d'Exportation Importation (Eximbank de Corée<sup>17</sup>, de Chine, de l'Inde, et/ou de Turquie) devraient être exploitées... Nombreux sont les financements qui s'ouvrent au pays comme le Crédit Suisse, le Qatar Investment Authority (QIA), la Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) et l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB). »<sup>18</sup>

Par ailleurs, le resserrement de la politique chinoise de financement en Afrique<sup>19</sup> ne laisse *a priori* pas augurer d'une forte augmentation des prêts de Pékin à Madagascar même si sa dette demeure classée en risque modéré par le Fonds monétaire international (FMI)<sup>20</sup>.

17. La Corée, à côté du Japon, joue un rôle d'endiguement de l'expansion chinoise. Entretien avec un ancien diplomate, Tananarive, 20 février 2022.

18. Ministère de l'Économie et des Finances, Stratégie de la dette 2021-2023.

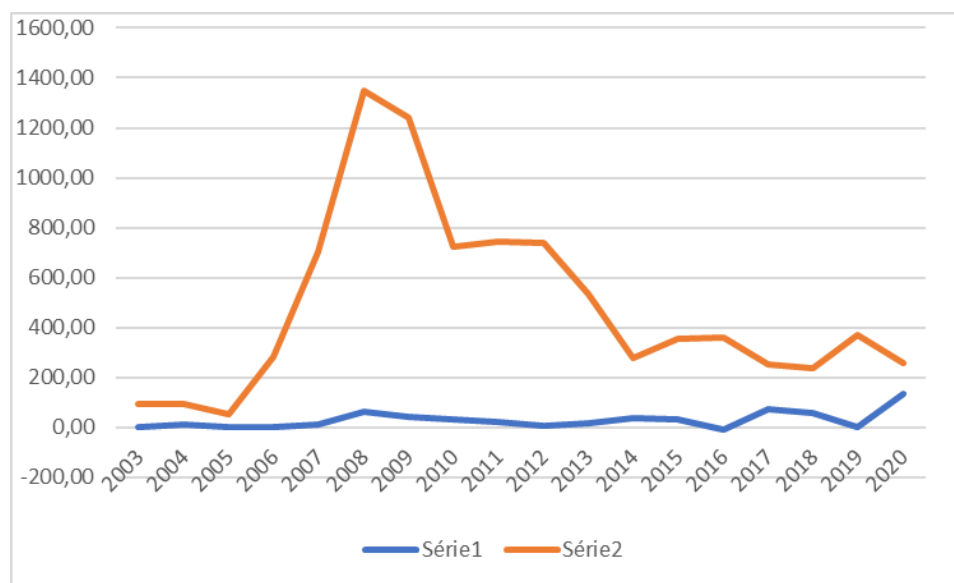
19. « China Applies Brakes to Africa Lending », *Financial Times*, 11 janvier 2022.

20. Joint World Bank-IMF Debt Sustainability Analysis, Republic of Madagascar, mars 2021.

## Les investissements

Les investissements directs chinois (IDE) à Madagascar représentent une très faible part du total des IDE<sup>21</sup>. La Chine investit modestement à Madagascar et ses investissements contribuent peu à la modernisation de l'économie.

**Graphique 3 : Investissements directs chinois et investissements étrangers à Madagascar (MUSD)**



Série 1 : Chine Série 2 : Total

Source : Banque mondiale.

La liste des membres de l'Association des entreprises chinoises à Madagascar montre une grande concentration dans le secteur minier et le BTP<sup>22</sup>. L'impact des investissements chinois sur la qualification de la main-d'œuvre et la montée en gamme technologique des entreprises à Madagascar est limité<sup>23</sup>. Dans le secteur manufacturier, la qualification de la main-d'œuvre locale employée est faible et les brèves formations dispensées ont un effet réduit. Des efforts de formation des paysans ont été faits en matière de culture du coton et du riz mais ils se heurtent au poids des habitudes. La montée en gamme technologique *via* la chaîne d'approvisionnement se heurte au manque d'intégration des entreprises et à la faiblesse de la collaboration entre entreprises et universités ou centres de recherches.

21. Voir l'annexe I.

22. Voir l'annexe II.

23. D. Landry et Y Chen, « Can Chinese Investment Lead to Knowledge and Technology Transfers? The Case of Madagascar », *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, vol. 19, 2021.

Par ailleurs, les investissements chinois dans le secteur textile, qui est l'un des rares secteurs industriels de Madagascar, sont faibles. Il n'y a que huit sociétés chinoises sur 74 compagnies étrangères dans ce secteur<sup>24</sup>, qui ont été affectées par de nombreux départs à la suite de la suspension de Madagascar de l'accord AGOA d'accès sans taxe au marché américain en 2009. De même, il y a peu d'investissements chinois dans le secteur agricole qui représente 25 % du produit intérieur brut (PIB) du pays et emploie plus de 80 % de la population active<sup>25</sup>.

Cependant, lors de la crise politique de 2009-2013<sup>26</sup>, le seul pays à avoir connu une croissance sensible de ses investissements directs a été la Chine. Un investissement a particulièrement retenu l'attention pendant la crise, celui de la société Wuhan Iron and Steel Corporation (Wisco) qui a versé un acompte de 100 millions de dollars au gouvernement de transition financièrement aux abois, à titre d'avance sur les redevances d'exploitation d'une mine de fer à Soalala, sur la côte ouest<sup>27</sup>.

---

24. T. Altenburg, X. Chen, W. Lütkenhorst, C. Staritz et L. Whitfield, « Exporting out of China or out of Africa? Automation versus Relocation in the Global Clothing Industry », *Discussion Paper*, n° 1, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), 2020.

25. Données de la Banque mondiale : <https://donnees.banquemondiale.org>.

26. Lors de cette crise, le président élu Marc Ravalomanana a été renversé au cours de son second mandat par le maire de Tananarive Andry Rajoelina, appuyé par une partie de l'armée.

27 « Madagascar : un consortium chinois autorisé à exploiter du fer », *Le Quotidien du peuple en ligne*, 27 mai 2010.

# Une défense discrète mais active des intérêts chinois

La Chine a pour atout la présence ancienne à Madagascar d'une communauté chinoise assez bien intégrée. Les intérêts économiques de la Chine à Madagascar sont essentiellement liés au secteur extractif qui joue un rôle déterminant dans la consolidation des pouvoirs. Dans ce pays, « chaque crise a pour corollaire un effritement des cadres institutionnels en place, ce qui favorise le développement du banditisme et de l'économie informelle, dont une partie tient aux trafics<sup>28</sup> ».

Les autorités chinoises promeuvent leur modèle chinois, bien perçu par une grande partie des élites malgaches soucieuses de sortir d'un tête à tête avec l'Occident, et avec la France en particulier<sup>29</sup>. Une stratégie d'influence est mise en œuvre pour renforcer l'adhésion des élites et combattre une image populaire dégradée. Enfin, le rôle jusqu'ici modeste de Madagascar dans la politique de sécurité active de Pékin dans l'océan Indien, pourrait s'accroître. L'intérêt stratégique croissant du canal du Mozambique, bordant des pays en relation étroite avec la Chine et très riche en hydrocarbures, est en effet de nature à changer la donne, avec en premier lieu la construction annoncée d'un port en eaux profondes sur la côte ouest.

## D'importants relais locaux alignés sur Pékin

Deux minorités asiatiques jouent un rôle majeur à Madagascar depuis l'époque coloniale, notamment dans le milieu des affaires : la minorité d'origine indo-pakistanaise (« Karana ») et la minorité d'origine chinoise<sup>30</sup>. Même si son dénombrement est délicat, il est admis que cette dernière est la seconde d'Afrique, après celle d'Afrique du Sud<sup>31</sup>. L'immigration chinoise a commencé dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Puis les autorités coloniales ont organisé le recrutement d'environ 5 500 travailleurs<sup>32</sup> sous contrat pour les grands chantiers d'infrastructure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La crise économique des années 1930 a entraîné une politique plus restrictive. Les arrivées se sont

---

28. M. Pellerin, « Madagascar face à la criminalité multiforme », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mars 2017.

29. Entretien avec un homme politique malgache, Tananarive, 23 mars 2022.

30. C. Tremann, « “Anciens” et “nouveaux” Chinois à Madagascar. Stratégies d'intégration et rapports de force intergénérationnels », *Politique africaine*, vol. 134, n° 2, 2014.

31. T. Vircoulon, « Chinois d'Afrique, Chinois en Afrique et Afro-Chinois : les multiples visages de la communauté chinoise d'Afrique du Sud », *Monde chinois*, n° 8, 2006, p. 27-38.

32. C. Tremann, « “Anciens” et “nouveaux” Chinois à Madagascar. Stratégies d'intégration et rapports de force intergénérationnels », *op. cit.*



poursuivies à un rythme modéré jusqu'aux années 1990 pendant lesquelles une nouvelle vague migratoire de « nouveaux chinois » a commencé. Le recensement de 1963 comptait 8 500 Chinois sur 5 860 000 habitants. En 2010, le nombre des « anciens Chinois » était estimé à 50 000<sup>33</sup>. Le nombre des détenteurs de passeports chinois (ce qui exclut les anciens Chinois naturalisés) serait passé de 16 000 en 1996 à une fourchette de 70 000 à 100 000 en 2010<sup>34</sup>. Ces chiffres doivent être considérés avec la plus grande prudence compte tenu de l'imprécision des catégories et de leur chevauchement, mais ils reflètent une tendance. On notera qu'ils sont contradictoires avec les résultats du recensement de 2018 qui ne relève que 2 892 étrangers « asiatiques ».

Devenus en grand nombre commerçants en brousse après avoir été *coolies*, souvent christianisés et en couple avec des Malgaches, les anciens Chinois sont réputés bien intégrés à la population et mieux perçus que les « Karana », mais une certaine méfiance persiste à leur égard. Ces descendants de migrants disposaient dans les années 1950 de plus d'un millier de boutiques qui souvent faisaient crédit et achetaient des produits agricoles, ce qui contribuait à leur intégration. Ceci n'empêche toutefois pas la montée d'un sentiment anti-chinois face à l'arrivée de nouveaux migrants à partir des années 1990. À l'instar des Libanais en Afrique de l'Ouest, ils ont très tôt constitué sur la côte orientale des réseaux de collecte de produits agricoles revendus aux maisons de traite coloniales, réseaux qui s'avèrent fort utiles jusqu'à nos jours. Ce rôle de *comprador* se prolonge dans le commerce de matières premières aujourd'hui.

Les congrégations chinoises<sup>35</sup>, mises en place dans chaque ville à la demande des autorités coloniales, ont perduré après l'indépendance. Historiquement traversées par des oppositions reflétant le paysage politique chinois, elles sont désormais largement ralliées à Pékin<sup>36</sup>. L'ambassade chinoise soutient les écoles des congrégations et les associe à des actions tel le choix des Sino-Malgaches bénéficiaires des bourses octroyées chaque année par l'ambassade, ce qui illustre l'importance des originaires pour Pékin. À l'époque coloniale, les congrégations jouaient un rôle en matière d'admission et de contrôle de migrants chinois, ce qui a notamment conduit à privilégier les Cantonais conformément à l'origine des premiers arrivants, au détriment des Hakkas<sup>37</sup> mieux représentés à l'Île Maurice. Les congrégations continuent à jouer un rôle vis-à-vis des nouveaux migrants.

---

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*

35. Le terme « congrégation » est d'usage hors de son acception religieuse habituelle pour désigner des associations d'entraide chinoises à l'étranger, utilisées comme outil de contrôle par le pouvoir, conformément à une pratique instaurée par l'empereur d'Annam Gia Long (1762-1820) puis reprise par l'empire colonial français. Cf. Y. Urban « Congrégation chinoise et responsabilité en Indochine française » in A. Deroche, « La responsabilité », Actes des journées internationales de la Société d'histoire du droit de Tours, 1<sup>er</sup>-4 juin 2017.

36. Entretien avec un responsable associatif, Tananarive, 18 octobre 2021.

37. Les Hakkas sont des Chinois Han vivant dans le sud de la Chine.



Accueil, intermédiation en affaires, facilitation des liens avec les autorités politiques locales : la scène coloniale se rejoue dans un nouveau contexte. Des rivalités apparaissent, notamment pour le contrôle d'associations chinoises, ce qui a conduit des investisseurs récents à créer leur propre association. Les anciens Chinois sont pour beaucoup imprégnés de références occidentales consécutives à leur scolarité dans des établissements français. Certains ont opté pour la nationalité française à l'indépendance, d'autres pour la nationalité malgache<sup>38</sup>. Madagascar est perçue comme une patrie d'accueil par les Sino-Malgaches, et un simple marché où faire fortune rapidement pour nombre de nouveaux arrivants. Ces relations entre anciens et nouveaux sont facilitées par les resserrements des liens des Sino-Malgaches avec leur pays de lointaine origine, où ils peuvent désormais se rendre facilement<sup>39</sup>.

Au total, ce qui est observé à Madagascar n'est guère singulier. Une configuration analogue de rapprochement avec les minorités chinoises utilisées comme relais s'observe dans d'autres pays, sièges d'une diaspora ancienne et objets d'un intérêt marqué de Pékin, notamment au Cambodge<sup>40</sup>.

### ***Un acteur majeur de l'extractivisme caché***

La lutte pour le contrôle du commerce extérieur et des rentes substantielles liées à l'exportation des produits primaires est un moteur ancien de la formation de l'État et des élites à Madagascar :

« Les logiques actuelles de prédation économique et de contrebande, loin d'être nouvelles, rappellent la situation de la Grande Île, et de bien d'autres sociétés, lors de leur entrée dans la périphérie de la globalisation industrielle au XIX<sup>e</sup> siècle. Les effets locaux à terme s'en rapprochent : assujettissement de la production à la demande extérieure, développement d'oligarchies locales aux modes de vie ostentatoires portés par les fortes plus-values dégagées, dégradation rapide du milieu écologique et extrême précarisation de la main-d'œuvre. »<sup>41</sup>

Des intérêts chinois jouent un rôle majeur dans le secteur extractif en partenariat avec des Malgaches et dans une grande opacité. Cela leur permet de nouer des relations avec les cercles dirigeants politico-économiques car ils sont présents dans quatre secteurs extractifs-clés pour l'économie malgache : la pêche, la foresterie, les mines et les hydrocarbures.

---

38. C. Fournet-Guérin, « Les chinois de Tananarive (Madagascar) : une minorité citadine inscrite dans de réseaux multiples à toutes les échelles », *Annales de géographie*, vol. 669, n° 5, 2005.

39. Entretien avec un responsable associatif, Tananarive, 15 février 2022 ; entretien avec un historien malgache, Tananarive, 8 mars 2022.

40. P. Nyíri, « Investors, Managers, Brokers, and Culture Workers: How the "New" Chinese Are Changing the Meaning of Chineseness in Cambodia », *East Asian History and Culture Review*, 2012.

41. F. Sanchez, « L'État et les matières premières à Madagascar. Éléments historiques sur le contrôle du commerce extérieur par l'État (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> s.) », *Afrique contemporaine*, vol. 25, n° 3, 2014.

## La pêche

De 2012 à 2020, en termes de nombre d'heures de pêche, la Chine ne se situerait qu'au 5<sup>e</sup> rang des pays opérant dans la zone économique exclusive (ZEE) de Madagascar, derrière Taïwan, Madagascar, le Japon et la France<sup>42</sup>, mais sa part de marché est toutefois croissante. Entre janvier 2019 et mai 2021, au moins 14 bateaux sous pavillon chinois ont pêché dans la ZEE pour alimenter de grandes unités de congélation croisant plus au large<sup>43</sup>. Aucune des neuf sociétés propriétaires de ces 14 bateaux n'a répondu aux questions de l'organisation non gouvernementale (ONG) Mongabay sur le cadre légal de leur activité. Selon cette ONG, les sociétés en question pourraient avoir reçu une autorisation gouvernementale, au moins depuis 2019, dans des conditions jugées insuffisamment transparentes. Il est à noter que ces sociétés exportent l'essentiel de leur production vers l'UE.

En 2021, deux sociétés chinoises ont remporté plus de la moitié des licences de chalutage de crevettes et autres fruits de mer dans les eaux côtières<sup>44</sup>. L'une d'elle, Mada Fisheries, exploite huit bateaux dont trois ont été arrêtés dans les eaux gambiennes pour pêche illégale en 2020.

Le marché des invertébrés aquatiques, qui inclut des espèces en danger suite à leur surexploitation, a connu une croissance marquée durant les dernières décennies. De 2012 à 2019, Hong Kong et la Chine continentale ont représenté respectivement 63 % et 21 % des importations mondiales de concombres de mer<sup>45</sup>. Les différences entre les exportations déclarées par les pays africains exportateurs et les importations déclarées par Hong Kong sont énormes, ce qui reflète l'importance des exportations frauduleuses. De 2012 à 2019, Madagascar a été de loin le premier pays africain exportateur de concombres de mer (40 % du total), suivi par les Seychelles (12 %), la Tanzanie (12 %) et le Mozambique (8 %). Les exportations de Madagascar proviennent pour partie de fermes créées depuis 2000. Mais Madagascar fait aussi partie des pays dont des exportations ont fait l'objet de saisies. Le prix des concombres de mer exportés par Madagascar est l'avant-dernier des cinq plus gros exportateurs africains, sans qu'il soit possible d'établir si cela est dû à la nature des espèces exportées ou à des conditions d'achat défavorables<sup>46</sup>.

---

42. E. R. White, M. Baker-Médard, V. Vakhitova, S. Farquhar et T. Tondrasoa Ramaharitra, « Distant Water Industrial Fishing in Developing Countries: A Case Study of Madagascar », *Ocean & Coastal Management*, vol. 216, 1<sup>er</sup> février 2022.

43. E. Carver, « La Chine se joint aux flottes étrangères qui exploitent les eaux de Madagascar », Mongabay, octobre 2021.

44. E. Carver, « Pêche industrielle à Madagascar : le vent du changement apporte de l'espoir... et des questions », Mongabay, février 2022.

45. S. Louw et M. Bürgener, « A Rapid Assessment of the Sea Cucumber Trade from Africa to Asia », Traffic, septembre 2020.

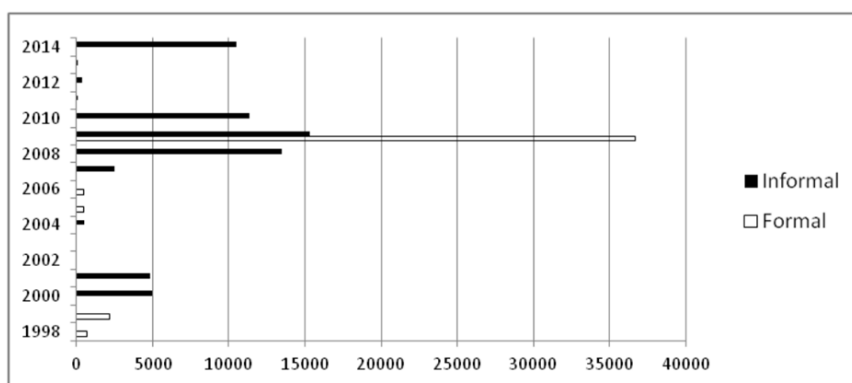
46. *Ibid.*

## La foresterie

Depuis le début des années 2000, la demande chinoise de bois de rose destiné à reproduire des meubles mis au ban lors de la Révolution culturelle a fortement cru<sup>47</sup>. La Chine est le premier importateur mondial de bois tropicaux, avec 82 % du total mondial en valeur en 2018. Le bois de rose représentait environ 20 % de ces importations qui provenaient essentiellement d'Afrique<sup>48</sup>. Jusqu'en 2013, un des premiers exportateurs non asiatiques de bois de rose était Madagascar qui est concurrencée par l'Afrique de l'Ouest, qui devient elle aussi exportatrice (Nigeria en premier lieu, suivi du Ghana et de la Gambie).

Le trafic de bois de rose de Madagascar, récolté au nord-est de l'Île, a fait l'objet de nombreuses études de chercheurs et d'ONG spécialisées<sup>49</sup>. Il n'existe toutefois pas de statistiques récentes probantes sur le commerce de bois de rose de Madagascar. Les sources officielles indiquent que les exportations totales de bois vers la Chine atteignaient 647 000 dollars en 2020, ce qui paraît très faible. D'autant plus que Madagascar a été la première source mondiale d'exportations illégales de bois de rose saisies à l'étranger pendant la période de 2005 à 2015 (près de 4 500 tonnes, soit plus de 54 % du total des saisies<sup>50</sup>). La période dite de transition (2009-2013) a été caractérisée par des coupes massives, suite à des autorisations par le régime : 100 000 arbres auraient été coupés pendant la seule année 2009<sup>51</sup>.

**Graphique 4 : Volumes d'exportations depuis Madagascar en tonnes de bois de rose et d'ébènes d'origine légale ou illégale (1998-2014)**



Source : C. Razimbazafy, D. J. Newton et S. Ringuet « Timber Island: The Rosewood and Ebony Trade of Madagascar », *Traffic Report*, novembre 2016.

47. A. Zhu, « Rosewood Occidentalism and Orientalism in Madagascar », *Geoforum*, n° 86, 2017.

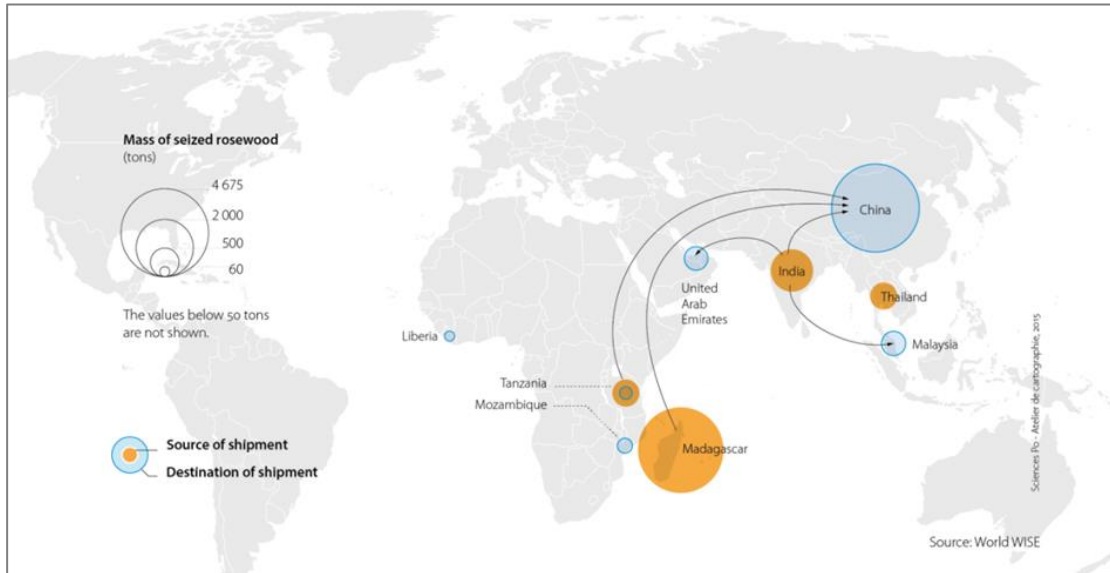
48. Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2020 : [www.unodc.org](http://www.unodc.org).

49. S. Ong et E. Carver, « The Rosewood Trade: An Illicit Trail from Forest to Furniture », *Yale Environment*, 29 janvier 2019 ; Z. Khe et Z. Zhi, « The Trade of Malagasy Rosewood and Ebony in China », *Traffic Bulletin*, vol. 29, février 2017 ; C. Razimbazafy, D. J. Newton et S. Ringuet, « Timber Island: The Rosewood and Ebony Trade of Madagascar », *Traffic Report*, novembre 2016.

50. Source : Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC).

51. A. Zhu, « Rosewood Occidentalism and Orientalism in Madagascar », *op. cit.*

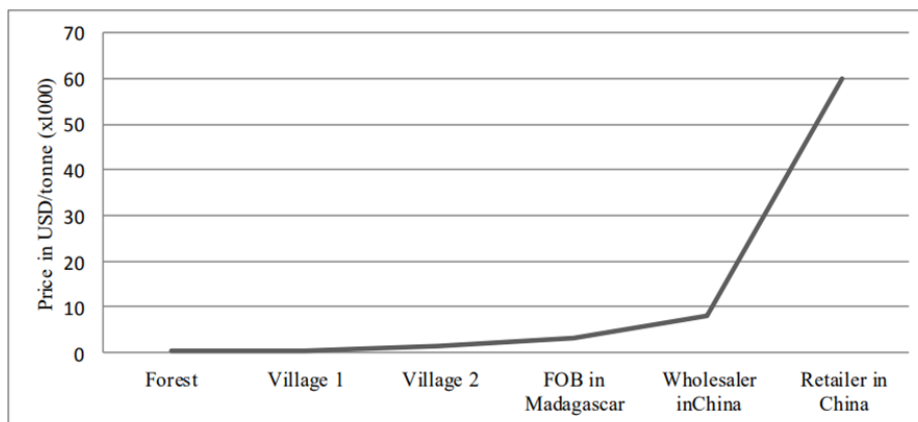
### Carte 1 : Saisies de bois de rose (en kg) de 2005 à 2015



Source : « Rosewood Case Study », UNODC (non daté).

Environ 15 à 20 sociétés chinoises réalisent 95 % des achats<sup>52</sup>. Les Sino-Malgaches se sont positionnés comme intermédiaires et ont réalisé des bénéfices considérables<sup>53</sup>. La coupe profite peu aux populations locales impliquées, les profits étant concentrés en bout de chaîne.

### Graphique 5 : Prix en USD/tonne au long de la filière d'approvisionnement



Source : C. Razimbazafy, D. J. Newton et S. Ringuet « Timber Island: The Rosewood and Ebony Trade of Madagascar », *op. cit.*

52. C. Razimbazafy, D. J. Newton et S. Ringuet « Timber Island: The Rosewood and Ebony Trade of Madagascar », *op. cit.*

53. A. Zhu, « Rosewood Occidentalism and Orientalism in Madagascar », *op. cit.*

Certains bailleurs ont tenté sans succès d'améliorer les pratiques dans ce secteur. La Banque mondiale a ainsi conditionné en 2011 un prêt à un meilleur contrôle de la gestion de la ressource. L'United States Agency for International Development (USAID) a mis en place un projet d'aide à la lutte contre les coupes illégales de 2013 à 2016<sup>54</sup>, afin de contrer sur le terrain les pratiques encouragées par la demande chinoise. En 2013, le bois de rose de Madagascar a été inclus dans l'annexe II de la liste CITES (« espèces qui, bien que n'étant pas nécessairement menacées actuellement d'extinction, pourraient le devenir si le commerce de leurs spécimens n'était pas étroitement contrôlé<sup>55</sup> »). Selon les observateurs, ces efforts internationaux ont été peu couronnés de succès, faute d'implication suffisante des pouvoirs publics. Outre ses effets écologiques délétères, ce trafic a impacté le marché de la vanille qui est cultivée dans la même région. Le blanchiment dans l'achat de vanille de sommes résultant de la vente de bois de rose a dopé les prix et conduit à des récoltes précoces par les producteurs craignant les vols, au détriment de la qualité<sup>56</sup>.

### ***Le secteur minier***

Ce secteur est assez diversifié à Madagascar et, à l'instar de la construction, il attire les entreprises chinoises. Créée en 2004, l'Association des entreprises chinoises à Madagascar (AECM) regroupe désormais une quarantaine d'entreprises dont la majorité œuvre dans le secteur minier et le BTP<sup>57</sup>.

Les intérêts chinois sont de plus en plus présents dans la filière d'exportation de pierres précieuses et semi-précieuses jusqu'ici dominée par la Thaïlande. Madagascar est une source importante d'exportation de pierres précieuses et semi-précieuses brutes vers l'Asie<sup>58</sup> (Thaïlande en premier lieu), où elles sont transformées puis revendues dans les circuits internationaux. L'estimation de la production officielle était de près de 444 tonnes en 2015<sup>59</sup>. Les acheteurs de ces pierres extraites de façon artisanale ou semi-artisanale sont essentiellement thaïlandais et sri-lankais mais on observe une présence croissante d'acheteurs chinois. Par ailleurs, Hong Kong devient un centre de commerce de pierres qui concurrence Bangkok<sup>60</sup>. Les exportations officielles de pierres vers la Chine ont plus que doublé en cinq ans, passant de moins de 8 à 19,6 millions de dollars de 2017 à 2021<sup>61</sup>.

---

54. « Combating Illegal Exploitation of Natural Resources in Madagascar: Assessment of "Preserving Madagascar's Natural Resources" (oct. 2013 -sept. 2016) », USAID, décembre 2017, disponible sur : [www.usaid.gov](http://www.usaid.gov).

55. Source : <https://cites.org/>.

56. « À Madagascar, la vanille blanchit le bois de rose et perd en qualité », RFI, 29 avril 2016.

57. Voir la liste des entreprises chinoises membres de cette association en annexe.

58. M. Hunter et L. Lawson, « A Rough Cut Trade: Africa's Colored-Gemstone Flows to Asia », Global Initiative against Transnational Organized Crime, 2020.

59. *Ibid.*

60. *Ibid.*

61. Source : ITC Trademap.

En ce qui concerne les minerais à vocation industrielle, la Chine est absente des grands projets miniers dominés par l’Australie, la Corée du Sud et le Japon mais elle place des espoirs dans l’exploitation des terres rares. Si onze entreprises membres de l’Association des entreprises chinoises opèrent dans le secteur minier, aucune entreprise chinoise n’exploite un grand projet minier à Madagascar au vu du dernier rapport EITI disponible<sup>62</sup>.

Actuellement, les principaux projets miniers à Madagascar sont :

- Ambatovy (cobalt et nickel) : un partenariat nippon-coréen entre Sumitomo Corporation (54,17 %) et Korea Mine Rehabilitation and Mineral Resources Corporation (KOMIR) ;
- QIT Madagascar (ilménite et zircon) : un partenariat du groupe anglo-australien Rio Tinto et de l’État malgache ;
- Kraoma (chrome) : propriété de l’État malgache et en sommeil depuis 2020 après le départ de la société russe Ferrum Mining ;
- Toliara Sands (ilménite, zircon, rutile) : propriété de la société australienne Base Ressources.

La Chine est essentiellement acheteuse de chrome, de zircon et de graphite produits par des sociétés non chinoises<sup>63</sup>. En 2020, elle importait près du tiers en valeur des minerais exportés par Madagascar. Alors que les compagnies chinoises sont souvent présentes en Afrique dans le secteur aurifère<sup>64</sup>, ce n’est pas le cas à Madagascar. En 2016, un projet chinois d’exploitation d’or à Soamahamania, à 70 kilomètres de la capitale, a dû être abandonné en raison de l’opposition de la population locale<sup>65</sup>. Les Chinois sont aussi absents du commerce officiel d’or dont Dubaï est la principale destination. Les exportations officielles sont suspendues depuis 2020, au motif de lutter contre le trafic d’or. Dubaï est également le siège du marché informel où est revendu l’or exporté illégalement de Madagascar, *via* l’Afrique du Sud, les Comores et les Seychelles, selon les dernières saisies connues<sup>66</sup>.

En revanche, de grands espoirs sont placés dans l’exploitation de terres rares dont Madagascar posséderait une réserve d’une valeur estimée à 10 milliards de dollars<sup>67</sup>. La société de droit singapourien Reenova Rare Earth Madagascar, en partenariat avec les sociétés China Nonferrous (filiale de la société d’État China Nonferrous Metal Mining Group Company

62. Rapport de réconciliation 2018, EITI-Madagascar, décembre 2019.

63. « Le Chinois Elate Holdings diversifie ses achats de graphite », *Africa Intelligence*, 26 novembre 2019.

64. T. Vircoulon et J. Mwetaminwa, « Un scandale sino-congolais. L’exploitation illégale des minerais et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu », *Notes de l’Ifri*, Ifri, février 2022.

65. « Madagascar : les mineurs en colère obtiennent le départ de l’exploitant chinois », TV5 Monde, 1<sup>er</sup> octobre 2016.

66. 73 kg d’or à destination de Dubaï ont été saisis par les douanes sud-africaines en 2021. Cf. « Une société sise à Dubaï revendique les lingots », *Tribunemadagascar.com*, 6 février 2021.

67. C. Milmo, « The Race to Break China’s Control of Supplies of Hi-Tech Metals Is Leading to Madagascar – and Beyond », *Inews*, septembre 2020.

Limited) et Sinosteel Epoch International Trading Co., Ltd (filiale de la société d'État Sinosteel Group Corporation Limited), a obtenu un permis de prospection dans le district d'Ambanja au nord-ouest de Madagascar et souhaiterait passer à la phase de production. Elle se heurte à une mobilisation d'associations de défense de l'environnement qui mettent en avant son manque de surface financière et les risques environnementaux encourus<sup>68</sup>.

## **Les hydrocarbures**

Alors que Madagascar est censée devenir sous peu un nouveau producteur de pétrole<sup>69</sup>, la Chine a une activité de prospection pétrolière limitée mais sa nouvelle politique énergétique appelle un intérêt accru pour les réserves de gaz naturelles du canal du Mozambique.

La compagnie chinoise Yangchang International<sup>70</sup>, qui a racheté la société hong-kongaise Sunpec en 2011, fait des recherches sur quatre blocs (Antsohihy, Bedodoka, Toliary, Sakahara) *via* des filiales<sup>71</sup>.

En revanche, dans le canal du Mozambique, un gisement de gaz estimé à 441,1 mille milliards de mètres cubes de gaz naturel et 13,77 milliards de barils de gaz naturel liquide, soit l'équivalent des réserves de la mer du Nord ou du golfe Persique<sup>72</sup>, a été découvert. Ce gisement s'étendrait à Madagascar et aux Seychelles. Un rapport de China Geology de 2018 met en avant un potentiel « énorme<sup>73</sup> » de Madagascar en *onshore* et *offshore*. Au regard du coût historique d'accès à la ressource la mise en production n'a pas débuté, mais les tendances récentes du prix des hydrocarbures, la croissance de la consommation de gaz de la Chine et les orientations de sa politique énergétique reflétées dans la déclaration du dernier sommet Chine-Afrique de Dakar en 2021<sup>74</sup> pourraient changer la donne.

---

68. « Projet d'exploitation de terres rares dans la presqu'île d'Ampasindava, District d'Ambanja : ce qu'il faut savoir sur la réputation sulfureuse de la société Reenova Investment Holding Limited au niveau international », Centre de recherches et d'appui pour les alternatives de développement océan Indien, 13 août 2021.

69. « Madagascar Oil : notre pétrole est un brut premium, peu polluant », *Le Journal des archipels*, 20 janvier 2022.

70. Source : [www.yangchanginternational.com](http://www.yangchanginternational.com).

71. Voir la liste des blocs d'hydrocarbures en annexe III.

72. C. Rafidinarivo, « La nouvelle géopolitique de l'Océan Indien », *The Conversation*, 2 février 2021.

73. D. T. Wu *et al.*, « Characteristics and Potential Analysis of Madagascar Hydrocarbon-Bearing Basins », *China Geology* (1, 2019).

74. M. Lambert et A. Macé, « La nouvelle stratégie énergétique de la Chine en Afrique : enjeux et défis », *The Conversation*, 31 mars 2022.



## Un engagement politique croissant

Alors que l'image de la Chine est dégradée dans l'opinion publique malgache, les autorités chinoises mobilisent leur appareil diplomatique pour consolider les relations sino-malgaches mais elles utilisent aussi d'autres relais moins officiels pour ce faire.

### **Méthodes et agents d'influence**

Les autorités chinoises recherchent un rapprochement avec les élites politiques *via* diverses rencontres destinées à illustrer des « liens d'amitié » et l'« engagement vers un avenir commun », selon la rhétorique de Pékin. Au cours de la dernière décennie, une diplomatie des forums et plusieurs visites officielles de part et d'autre ont eu lieu à des moments clés. Des représentants chinois se sont relayés à Madagascar notamment au lendemain de l'élection présidentielle de 2013 avec une visite du vice-ministre des Affaires étrangères en février 2014 en signe de reconnaissance du pouvoir nouvellement élu. Dans le cadre de l'adhésion de Madagascar à l'Initiative des Routes de la soie, le ministre chinois des Affaires étrangères s'est rendu à Madagascar en janvier 2017, puis le président Rajaonarimampianina s'est rendu en mars 2017 en Chine. À l'issue de l'élection présidentielle de 2018 eut lieu une visite de la vice-première ministre chinoise en novembre 2019. On notera toutefois que Madagascar n'a pas bénéficié en janvier 2022 de la visite du ministre des Affaires étrangères Wang Yi à l'occasion de sa tournée en Afrique de l'Est et dans l'océan Indien : seuls le Kenya, l'Érythrée, les Comores, les Maldives et Sri Lanka l'ont accueilli<sup>75</sup>. En mai 2021, le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale s'est entretenu par téléconférence avec la présidente du Parlement malgache pour jeter les bases d'une coopération entre les deux organes législatifs<sup>76</sup>.

Le Parti communiste chinois (PCC), outre son rôle en matière de conception de la politique étrangère, fait aussi partie du dispositif diplomatique de la Chine<sup>77</sup>. À l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire du PCC, le parti présidentiel MAPAR/IRD a participé, en juillet 2021, au Sommet du Parti communiste chinois et des partis politiques mondiaux. Cet anniversaire fut l'occasion pour l'ambassade de Chine à Madagascar de mener une politique active de communication. Il a été ainsi fait état de la conception chinoise en matière de démocratie mettant en avant le respect de la souveraineté nationale et la non-ingérence guidant l'action de la Chine en matière de relations internationales<sup>78</sup>. La promotion du modèle de « démocratie

75. « En Afrique de l'Est, la tournée très stratégique du chef de la diplomatie chinoise », *La Croix*, 5 janvier 2022.

76. Source : [www.mfa.gov.cn](http://www.mfa.gov.cn).

77. Sur le rôle du Département des liaisons internationales du PCC, lire J.-P. Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2022.

78. Ambassade de Chine, 2021, « Discours de l'Ambassadeur GUO Xiaomei au Salon des Médias », disponible sur : <http://mg.china-embassy.org>.



autoritaire » qui conjugue présidentialisme exacerbé, leadership d'un parti ultradominant, surveillance étatique, contrôle social et capitalisme d'État rencontre un écho favorable auprès des politiques malgaches. Ceci s'inscrit sans surprise dans le rapprochement entre pays émergents autoritaires et pays africains sur la pente de l'autoritarisme, cherchant des contrepoids aux pressions du Nord<sup>79</sup>.

La politique de coopération plurisectorielle a été progressivement renforcée. Des Instituts Confucius ont été mis en place auprès des universités publiques notamment de celles de la capitale, Antananarivo (2008), de la principale ville du centre du pays Fianarantsoa (2010) et du premier port du pays, Tamatave (2014). Les deux premiers instituts mentionnés ont mis en place au sein de leur université de rattachement des licences de langue et culture chinoises intégrées au cursus local, ce que ne font pas les Alliances françaises qui délivrent leurs propres certificats. Ceci constitue selon Anne Cheng un canal majeur de propagande<sup>80</sup> relayée par des structures nationales supposées indépendantes. La diffusion de la culture chinoise *via* la mise en place de formations locales et l'octroi de bourses s'inscrit dans une concurrence face à la France, les États-Unis et l'Allemagne actifs dans le domaine culturel et universitaire à Madagascar. La France est la première concernée : elle dispose du plus large réseau d'instituts culturels à travers l'Institut français et les Alliances françaises, de différentes écoles affiliées à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et de Campus France pour la promotion des études en France et l'octroi de bourses. La diplomatie culturelle chinoise se manifeste également par l'octroi de bourses étudiantes, en nombre certes limité (700 au total jusqu'en 2019, dont 40 cette année)<sup>81</sup>. La coopération chinoise appuie également les écoles chinoises<sup>82</sup> mises en place de longue date par les congrégations<sup>83</sup> à Fénérive, Fianarantsoa et Tamatave.

La coopération sanitaire est ancienne. Dans le cadre d'une coopération avec la province de Gansu, le Centre hospitalier universitaire (CHU) d'Anosiala dans les environs de la capitale a été construit en 2013<sup>84</sup>. Cette coopération est désormais rattachée par Pékin au volet « People to people bound » de l'Initiative des Routes de la soie et s'inscrit dans une logique de sécurisation sanitaire avec en toile de fond la protection des investissements. Cette coopération sanitaire s'est accélérée avec la pandémie de Covid-19. Des échanges techniques ont eu lieu entre médecins chinois et malgaches.

---

79. V. Magnani et T. Vircoulon, « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », *Politique étrangère*, vol. 84, n° 2, Ifri, été 2019.

80. Source : [www.franceculture.fr](http://www.franceculture.fr).

81. « Bourses d'études du gouvernement chinois : 40 étudiants malgaches s'envolent pour la Chine », *Midimadagasikara*, 23 août 2019.

82. Entretien avec un responsable associatif, Tananarive, 18 octobre 2021.

83. Source : <http://french.china.org.cn>.

84. Depuis plus de 40 ans la province de Gansu envoie une mission médicale : « La Mission Médicale Chinoise : Travailler côte à côte avec des collègues malgaches pour contrer le Covid-19 », disponible sur : <http://mg.mofcom.gov.cn>.

La réticence des autorités malgaches souhaitant longtemps privilégier un produit local « Covid Organics » à la vaccination a retardé en mai 2021 la première livraison de vaccins Sinopharm par la Chine et Covishield/AstraZeneca, par le biais de l'initiative mondiale COVAX.

Le retour de l'ordre constitutionnel en 2014 fut marqué par la relance de la coopération militaire à travers la venue d'une délégation militaire chinoise en 2014. Cette visite a débouché sur plusieurs actions de coopération : mise en place de cours de mandarin au ministère de la Défense<sup>85</sup>, envoi de manière régulière de militaires pour suivre des stages, visite de la 25<sup>e</sup> flotte de la marine chinoise à Tamatave en 2017 et fourniture de matériels militaires dont notamment deux patrouilleurs<sup>86</sup> la même année, établissement d'une coopération avec le Centre régional de fusion d'informations maritimes de la COI<sup>87</sup>. Après l'élection présidentielle de 2018, un attaché de défense auprès de l'ambassade de Chine a été nommé.

Dans le cadre de leur politique d'influence, les autorités chinoises recourent à des méthodes et des relais plus officieux.

Pendant la transition prolongée de 2009-2013, la Chine a été peu visible politiquement, bien qu'elle fût membre du Groupe international de contact mis en place sous l'égide de l'Union africaine. La coopération sino-malgache ne s'est pas interrompue durant la transition, tout comme celle de la France, mais à la différence de celle des autres bailleurs traditionnels. Pendant cette période d'isolement politique, des acteurs chinois ont essayé de tirer parti de la situation politique en se posant comme une alternative financière pour le régime du moment. Outre les achats de bois de rose et les largesses de Wisco, un autre acteur chinois bien connu en Afrique est intervenu pendant la transition. À la veille de l'élection présidentielle de 2013, la China International Fund Limited a offert à l'ex-Premier ministre et candidat Camille Vital 350 véhicules 4x4 pour équiper les forces de l'ordre<sup>88</sup>. Les contreparties devaient être un accès au marché minier et pétrolier pour la compagnie pétrolière China Sonangol International Holdings Limited. À la suite de l'élection à la présidence de la République de Hery Rajaonarimampianina, les véhicules furent stockés au palais présidentiel sans que leur destination finale ne soit connue<sup>89</sup>. Le rôle des acteurs chinois dans le financement de fait d'un régime non reconnu était patent pendant la transition. De même, les rapports avec les gouvernements successifs d'un

---

85. « Coopération militaire : la maîtrise des langues étrangères comme vecteur de la défense nationale », *Midimadagasikara*, 15 septembre 2021.

86. « Sécurité maritime. La Chine offre deux patrouilleurs », *L'Express de Madagascar*, 4 août 2017.

87. « Visite du Centre régional de fusion d'information maritimes – CRFIM par l'attaché de Défense de l'Ambassade de Chine à Madagascar », Centre régional de fusion d'informations maritimes, 8 juin 2021.

88. Cette compagnie était présidée par Sam Pa, un ancien espion, devenu l'intermédiaire officieux de Pékin en Angola. Ce dernier avait bâti un réseau très dense de compagnies opérant en Afrique. Il a été arrêté en 2015 par les autorités chinoises pour corruption. Cf. « Sam Pa : la face sombre de la Chinafrique », *Le Monde*, 2 juin 2015 ; « Madagascar : l'affaire "l'affairisme des 4x4" rebondit », RFI, 7 mars 2014.

89. « Le mystère des 4x4 de la présidence malgache », RFI, 16 mars 2014.

magnat de Hong Kong, le Dr. Hui Chi Ming<sup>90</sup>, actif dans l'industrie pétrolière et la banque, ont défrayé la chronique. Le Dr. Hui a ainsi pu, grâce à ses relations politiques, faire bénéficier de permis de recherches pétrolières des sociétés dont il était actionnaire, puis revendre ses parts avec profit. Il a racheté en 2003 la Banque internationale Chine Madagascar<sup>91</sup>, rebaptisée Banque industrielle et commerciale de Madagascar, qui fut liquidée en 2014 en faisant subir des pertes à de nombreux déposants.

« En exploitant les marchés libérés par les préalables idéologiques des bailleurs de fonds occidentaux<sup>92</sup> », la non-ingérence revendiquée permet de renforcer les positions chinoises auprès de régimes isolés sur le plan international, comme on a pu l'observer pour le Soudan, le Zimbabwe et l'Érythrée.

### ***Une image dégradée***

Les problèmes rencontrés par des Malgaches avec des « nouveaux chinois » ont nui à l'image de la Chine. Ces problèmes concernent essentiellement les relations de travail, les questions d'appropriation foncière et d'atteinte aux ressources naturelles ou au patrimoine, ainsi que la corruption<sup>93</sup>. Des actes de maltraitance vis-à-vis de salariés ou d'irrespect vis-à-vis de clients dans les commerces de Behorirka (un quartier commercial de la capitale dont les magasins sont majoritairement détenus par les Chinois) sont régulièrement évoqués dans le débat public malgache. Des dossiers emblématiques ont défrayé la chronique. Ainsi, en 2014, un conflit social au sein de la société sucrière SUCOMA à Morondava a été à l'origine de violences qui ont occasionné cinq morts et le saccage de l'entreprise et des résidences des cadres chinois<sup>94</sup>. En 2016, à Soamahamanina, 70 kilomètres à l'ouest d'Antananarivo, un projet minier a dû être abandonné sous la pression des populations locales inquiètes des tentatives d'achat de terres et des risques de pollution due à l'extraction d'or<sup>95</sup>.

Les autorités chinoises sont aujourd'hui conscientes de leur mauvaise image dans la population et le *soft power* est mobilisé pour l'améliorer. Depuis 2017, le discours en matière de coopération fait la promotion du « renforcement de l'intégrité » et de la « gouvernance propre<sup>96</sup> ». En

---

90. S. Yen, « L'affairisme, hypostase des relations sino-malgaches », *Outre-Terre*, vol. 30, n° 4, 2011.

91. C. Tremann, « “Anciens” et “nouveaux” Chinois à Madagascar. Stratégies d'intégration et rapports de force intergénérationnels », *op. cit.*

92. D. Galibert, « Rigidités et “glocalisation” : un regard anthropologique sur la crise malgache », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 255, juillet-septembre 2011.

93. « Les opérateurs chinois à Madagascar sont perçus comme des délinquants », Interview dans *Chine Magazine*, repris par *Asialyst*, 19 octobre 2016.

94. « Madagascar : les gérants chinois de la Sucoma réclament une indemnisation », France Info, 25 février 2019.

95. « Madagascar : les mineurs en colère obtiennent le départ de l'exploitant chinois », TV5 Monde, 1<sup>er</sup> octobre 2016.

96. B. Lang et M. Rudyak, « Cooperation with Chinese Actors on Anti-Corruption: Environmental Governance as a Pilot Area », U4 Anti-Corruption Resource Centre, Chr. Michelsen Institute.

mai 2019 eut lieu à Tananarive une visite officielle du vice-président de la Cour suprême du peuple de la République populaire de Chine auprès du Pôle anti-corruption malgache, dans la perspective de l'établissement de relations de travail.

De même certaines entreprises chinoises commencent à mettre en place une politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) pour améliorer leur image. Une étude sur les activités des entreprises chinoises à Madagascar, basée sur un sondage portant sur 836 personnes supposées avoir des connaissances en matière de RSE (membres d'associations d'entreprises, membres d'ONG, étudiants, etc.) montre que 59 % des personnes consultées sont indifférentes auxdites activités et que 19 % les trouvent insuffisamment utiles<sup>97</sup>. Il y a un fort décalage entre les actions de RSE mises en œuvre et les priorités des Malgaches. En effet, les activités perçues comme les plus courantes en matière de RSE (construction de routes et d'hôpitaux) ne correspondent pas aux priorités des Malgaches interrogés (accès à l'eau potable et à l'énergie, sécurité).

---

97. J. Arrive Tsitaire, W. Xuting et S. Shaldon, « Corporate Social Responsibility in Madagascar: An Investigation on Chinese Companies », *International Journal of Construction Management*, 2018.

# Conclusion

L'importance de l'océan Indien pour la Chine n'est plus à démontrer. Les routes maritimes d'importation de pétrole et de matières premières de la Chine à partir du Moyen-Orient et de l'Afrique passent par l'océan Indien, de même que les routes d'exportations de produits manufacturés vers le marché européen. La stratégie du « collier de perles » visant le contrôle par la Chine de ports destinés à servir de point d'appui à sa marine ne concerne à ce stade que le nord-est de l'océan Indien<sup>98</sup>. Mais, cette région est désormais le lieu d'un « arc de militarisation<sup>99</sup> » émanant des puissances navales régionales et extra-régionales. La présence de la marine chinoise est de plus en plus marquée dans l'océan Indien<sup>100</sup> et l'existence d'énormes gisements d'hydrocarbures et la montée de problèmes sécuritaires de nature à porter atteinte aux intérêts chinois en Afrique de l'Est pourraient inciter à une présence accrue. La réalisation du port de Narindra sur la côte ouest de Madagascar constituerait une inflexion majeure : sa vocation commerciale peine à convaincre, compte tenu de sa mauvaise desserte routière et de son éloignement des grands centres de consommation. Enfin, la Chine marque un intérêt pour la base navale d'Antsiranana, ancienne base française de Diego Suarez<sup>101</sup>.

Si Madagascar reste très dépendante économiquement de l'Europe et de ses alliés, la Chine dispose toutefois de nombreux atouts et, sous le manteau de la non-ingérence, entretient des liens forts avec un régime demandeur. Le récent refus de condamner l'invasion russe de l'Ukraine et la signature d'un accord de coopération militaire avec Moscou illustrent la volonté du pouvoir actuel, déjà manifeste lors de la transition, de diversifier ses partenaires<sup>102</sup>.

---

98. Voir l'annexe IV.

99. Anonyme, « Research Agendas for the Indian Ocean Region », *Journal of the Indian Ocean Region*, 2010, p. 5

100. P. Nantulya, « Considerations for a Prospective New Chinese Naval Base in Africa », *Africa Center for Strategic Studies*, 12 mai 2022.

101. Entretien avec un diplomate, Tananarive, 5 mars 2022.

102. Entretien avec un officier malgache, Tananarive, 4 avril 2022.

# Annexes

## Annexe I : Investissements annuels de la Chine à Madagascar (en million de dollars, USD)

2003	0,68
2004	13,64
2005	0,14
2006	1,17
2007	13,24
2008	61,16
2009	42,56
2010	33,58
2011	23,10
2012	8,43
2013	15,51
2014	36,76
2015	33,84
2016	- 6,55
2017	71,20
2018	55,60
2019	- 0,16
2020	135,98

Source : Johns Hopkins University SAIS China Africa Research Initiative.

## Annexe II : Liste des membres de l'Association des entreprises chinoises à Madagascar

Entreprise	Activités
SMATP/CRBC	Travaux publics
CR18G	Travaux publics
CGC Madagascar	Travaux publics
FEIMAD Imp-Exp	Import-export
Hong Yuan Machinery	Importation-exportation-réparation et maintenance des machines agricoles et véhicules
Sinohydro	Travaux publics et projets énergétiques
Sucrerie Côtes Ouest de COMPLANT	Production de sucre
SOMAPECHE	Pêche
Shanquan Mining	Secteur minier
Henan Mining	Secteur minier
Baoma Mining	Secteur minier
Gold Sand Mining	Secteur minier
WISCO	Secteur minier
SOGEOA	Projets de travaux, de l'immobilier, de l'hôtel, et de supermarché
KDC	Textile
SUNPEC	Secteur pétrolier
BGP	Secteur pétrolier
Huawei Tech	Télécommunication
WIETC	Travaux publics
Yuan's Agri	Agriculture
Nova Resources	Secteur minier
Tianli Agri	Agriculture
Hexie Mining	Secteur minier
Changchunteng Mining	Secteur minier et l'import-export
Fushan Group	Secteur minier et l'import-export
CHEC	Travaux publics
Shanxi Mining	Secteur minier
StarTimes	Diffusion télévisuelle
Alu Mada	Secteur minier

CJIC	Travaux publics
CWE	Projets énergétiques
Gezhouba Group	Projets énergétiques
Zhiren Global Services Sarl	Cabinet d'avocat
Mada International	Production de cellules solaires
Madagascar China Building Materials	Production de ciment et travaux publics
Yasidi Madagascar	Secteur minier
Zhongmei Engineering	Travaux publics
CRECGI	Travaux publics
CCECC	Travaux publics

*Source : Ambassade de Chine/Bureau du Conseiller économique et commercial à Madagascar (2019).*



### Annexe III : Liste des blocs d'hydrocarbures sous permis (Rapport EITI 2018)

N°	Zone	N° Bloc	Nom de bloc	Compagnie
<b>AMBILOBE BASIN</b>				
1	OFFSHORE	1002	Ambilobe	Pura Vida Mautius
2	ONSHORE	1101	Antsiranana	Oyster (Madagascar) Ltd
<b>MAJUNGA BASIN</b>				
3	OFFSHORE	-	Ampasindava	BP Exploration Madagascar
4	OFFSHORE	-	Majunga Nord	
5	OFFSHORE	-	Majunga Sud	
6	OFFSHORE	-	Cap Saint André	
7	ONSHORE	2101	Antsohihy	Madagascar Northern Petroleum Ltd
8	ONSHORE	2104	Bekodoka	Madagascar Petroleum Energy
<b>MORONDAVA BASIN</b>				
9	OFFSHORE	-	Belo Profond Nord	CB World Trade Natural Energy Ltd.
10	OFFSHORE	-	Belo Profond	MAREX
11	OFFSHORE	-	Grand Prix	EnerMad / OMV
12	ONSHORE	3101	Tambohorano	VARUN
13	ONSHORE	3102	Bemolanga	Madagascar Oil
14	ONSHORE	3104	Tsimororo	
15	ONSHORE	3108	Manja	AMICOH
16	ONSHORE	3112	Toliary	Madagascar Southern Petroleum Ltd
17	ONSHORE	3113	Sakaraha	Madagascar International Energy (MEIL)
18	ONSHORE	3114	Bezaha	PETROMAD

Source : Direction des hydrocarbures, OMNIS.

## Annexe IV : L'Océan Indien, nouveau centre du monde ?



Source : F. Amat/Diploweb.com.





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

Ifri.org